



**Allocution de M. Jacques KRABAL,
Secrétaire général parlementaire
de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
à l'ouverture de la réunion de la Commission politique**

Djibouti, 5 mars 2019

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, SEM Mohamed Ali Houmed

Monsieur le Ministre de la Défense chargé des relations avec le parlement, SEM Ali Hassan Bahdon

Monsieur le Député et ancien Premier ministre, M. Dileïta Mohamed

Monsieur le président de la section de Djibouti, M. Dileita Mohamed Dileita,

Chers membres de la section

Monsieur le Président de la commission politique, M. Christophe-André Frassa

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Chers amis francophones,

Je voudrais d'abord remercier Christophe-André Frassa de me permettre de m'exprimer devant cette commission, qui a un ordre du jour chargé, comme souvent, mais aussi avec une actualité très riche, puisque pas moins d'une trentaine d'élections législatives et présidentielles sont prévues cette année.

Cette ouverture solennelle est pour moi, un instant bien particulier. Nous respectons, cher Mohamed Dileita, un engagement pris le 21 février 2018 lors de notre rencontre à Paris. Vous vous étiez, alors, engagé au retour de la section djiboutienne au sein des travaux de l'APF après plus de 12 ans d'absence et moi à faciliter la tenue d'une commission dès 2019 chez vous et à y participer. C'est chose faite. Promesses tenues.

Je veux également remercier le Président du groupe d'amitié France-Djibouti, Bertrand Bouyx, de l'action qu'il a pu mener pour contribuer à votre retour dans la famille de l'APF. Et je salue à cette occasion les membres du groupe d'amitié Djibouti-France.

Je dois bien avouer que je me réjouis de vous retrouver au sein de nos instances parlementaires francophones, d'abord à la session plénière de l'APF en juillet dernier à Québec et aujourd'hui dans votre pays.

Cela vous honore et témoigne une fois encore de votre attachement à la Francophonie - votre pays étant membre de l'OIF depuis 1977. Cela montre aussi votre attachement au parlementarisme et aux valeurs de l'APF, parmi lesquelles, comme vous le savez, la démocratie et les droits de l'homme.

Monsieur le président, rien n'est impossible quand la volonté politique est sincère et déterminée, et vous le démontrez d'une façon éclatante.

Je suis donc très heureux de vous retrouver, ici, et de découvrir la République de Djibouti. « Le pays des braves », au passé historique et culturel riche. Pays aujourd'hui en pleine mutation, au développement économique sans précédent, avec une croissance forte et un chômage élevé.

Ici et peut-être plus qu'ailleurs, on comprend que se dessine, à un rythme accéléré « une autre géographie du monde ».

Au delà de votre position militaire historique pour assurer la sécurité de la région, vous souhaitez aujourd'hui tirer davantage profit de votre position géographique à des fins de développement économique. Et vous avez bien raison.

Le détroit de Bab el-Mandeb vous donne en effet l'entrée à la mer Rouge et à la route de Suez, c'est-à-dire l'une des principales voies maritimes de la planète.

Chez vous, les infrastructures se multiplient : chemins de fer, routes, ports avec comme ambition affichée : faire de Djibouti une plateforme logistique et commerciale mais aussi de la finance et de la télécommunication. Et nous devons vous soutenir dans votre engagement pour une alimentation en eau potable avec à la fois l'exploitation des nappes phréatiques et une usine de désalement mise en œuvre par le groupe Eiffage, avec l'aide notamment de l'Union européenne – usine que j'aimerais visiter et qui s'appuie à votre demande sur l'exigence environnementale et les nouvelles technologies.

Mais dans ce contexte de développement économique et d'essor commercial tournés vers l'international et des nouveaux partenaires tels que la Chine, Djibouti a la farouche volonté de rester un « *Ilot de francophonie dans un océan anglo-arabophone* », pour reprendre une image chère à votre président. Et votre retour au sein de l'APF en est un signe fort.

Votre détermination nous engage d'autant plus à enrichir avec vous nos actions de coopérations multilatérales : aide au développement, promotion de l'apprentissage de la langue française, éducation, action culturelle, renforcement de la démocratie... Autant de sujets qui doivent accompagner votre politique dynamique et votre position émergente à l'international.

L'APF sera donc à vos côtés. C'est aussi ce que je suis venu vous dire.

Vous le savez, notre assemblée met également en œuvre des actions de coopération au renforcement des capacités des Parlements. Mais l'APF a aussi vocation à conforter son

influence dans l'espace francophone. Le monde nous y invite, les chefs d'Etats réunis à Erevan nous y appellent en demandant une modernisation des institutions pour donner un nouveau souffle politique à la Francophonie. Et je sais que c'est ce que vous attendez ici à Djibouti.

Nous nous sommes donc engagés collectivement dans une dynamique nouvelle pour faire émerger une Francophonie parlementaire plus politique et audacieuse avec un nouveau cadre stratégique qui comporte 3 orientations principales. Elles devraient mieux répondre aux enjeux auxquels Djibouti est confrontée.

Je commencerai par **le développement d'un espace culturel, innovant et dynamique.**

Djibouti en témoigne largement. Faut-il rappeler que vous êtes le seul pays francophone de cette région du monde. En dépit de cette enclave, vous voulez affirmer et préserver votre identité dans cette région. Le multilinguisme est un atout dont Djibouti aurait tort de se priver. Vous êtes en phase avec nos orientations qui s'opposent à l'hégémonie linguistique et favorisent la diversité culturelle. A cet égard, l'arabe fait partie entièrement de votre identité culturelle puisqu'il imprègne vos langues vernaculaires.

Mais si le français est la langue officielle de votre pays, ce n'est pas suffisant pour assurer sa pérennité. Il demeure davantage un vecteur d'unité nationale qu'une langue de la vie quotidienne. Or, pour paraphraser l'écrivaine djiboutienne, Mouna-Hodan Ahmed « J'écris pour mieux être avec les autres, je parle aussi pour être avec les autres. »

C'est pourquoi nous devons vous soutenir parce que vous représentez la Francophonie dans toutes ses dimensions – et ce, dans toute cette région d'Afrique. Dans l'espace francophone en général comme chez vous, le développement de notre langue passe donc par l'enseignement qui doit viser le nombre, certes, mais aussi rechercher la qualité. Et je sais tout le travail qui est fait par l'institut français et l'AUF en ce domaine – que je tiens à saluer.

La promotion de l'apprentissage de la langue française doit être une priorité de nos parlements. Plus particulièrement chez vous où l'émergence de la littérature djiboutienne en français sur la scène internationale est étroitement liée au père fondateur de la Francophonie ; Léopold Sédar Senghor qui a préfacé en 1959 le premier recueil de poésies de William Syad.

Et comment ne pas évoquer, ici, le poète Arthur Rimbaud qui après avoir découvert la corne de l'Afrique, lança dans des vers enflammés : « *J'ai reçu au cœur le coup de la grâce....* ». Comme si le poète français avait retrouvé ici, sur les pistes caravanières, des compagnons qui vivaient la poésie comme lui.

Chers amis,

Il faut enfin que nous ayons tous bien conscience que la culture est aussi un moteur économique. Les Anglo-saxons l'utilisent consciemment depuis des années. Les francophones ont trop tendance à l'oublier. Or l'Afrique est un gisement de créativité immense, que la Francophonie doit contribuer à valoriser. On voit bien comment un chanteur comme Aznavour par exemple a pu être ainsi un levier en matière économique.

La langue et la diversité culturelle peuvent donc contribuer au **développement d'un espace économique inclusif et durable**.

C'est un enjeu fondamental notamment parce que dans un contexte de compétition linguistique mondiale, une langue n'a d'avenir que si elle est porteuse d'avantages personnels et collectifs et que si elle permet également de trouver du travail. Notre langue française est celle de la culture, mais doit être aussi celle des affaires et du commerce.

D'ailleurs, nos actions de coopération doivent contribuer à renforcer le tissu économique local, favoriser la création de l'emploi et donc de formations diplômantes en lien avec les besoins des territoires et encourager l'entrepreneuriat. Les métiers de la logistique, des transports, des finances ou encore le tourisme durable et l'innovation sont chez vous des besoins en lien avec le virage économique entrepris par votre Etat, que la Francophonie doit accompagner.

Et je tiens à saluer l'action de L'AFD en ce domaine qui soutient **la formation professionnelle en coopération avec le secteur privé en vue d'un objectif : améliorer l'employabilité des jeunes** notamment par de nombreux projets. Je n'en citerai que trois :

- favoriser l'accès aux infrastructures éducatives des populations les plus défavorisées dans les districts de Tadjourah et Obeck ;
- appuyer l'éducation et la formation professionnelle,
- permettre la création d'un Centre de Formation aux Métiers portuaires, du transport et de la logistique sous l'égide de la Chambre de Commerce de Djibouti, avec un partenariat public-privé.

Mais l'essor économique passe aussi, selon nous, par l'élimination de tous les facteurs qui le

compromettent et par l'édification de sociétés réellement démocratiques et pacifiées. C'est pourquoi, **le renforcement de la démocratie et des droits** est également une orientation essentielle pour notre assemblée.

Les parlements sont de par leur légitimité démocratique et l'enracinement dans les circonscriptions territoriales les courroies de transmission entre les populations et l'exécutif. Ils sont des organes démocratiques indispensables à toute ambition politique et économique, afin de répondre à une meilleure gouvernance, au travers d'une triple obligation :

- **Obligation d'une meilleure prise en compte** des besoins des populations ;
- **Obligation d'évaluation et de résultats** du gouvernement et des organisations internationales ;
- **Obligation de transparence et d'information**



Et comme le respect des droits des personnes favorise un environnement de prospérité, nous, parlementaires, nous avons la responsabilité d'agir pour le renforcement de la démocratie : La lutte contre la corruption, l'égalité hommes/femmes, le respect du droit des minorités, la liberté pour chacun de choisir sa sexualité, l'abolition de la peine de la mort sont autant de sujets sur lesquels nous avons à travailler au sein de l'APF et dans nos parlements respectifs.

Je n'ignore rien des directions que vous avez prises dans le domaine de la parité. Le nombre de femme député a doublé. Elles sont 16 aujourd'hui. Et nous vous invitons à poursuivre vos efforts.

Et permettez-moi d'évoquer la problématique des enfants sans identité. L'APF s'est engagée là encore collectivement à mener une campagne multilatérale pour éradiquer ce fléau. Ce scandale n'est pas anecdotique mais bien au cœur du renforcement des démocraties. Comment établir des fichiers électoraux fiables sans registres d'états civils obligatoires et gratuits ?

L'état civil est aussi un instrument de développement économique et social, qui permet aux décideurs politiques d'orienter au mieux leurs actions. L'état civil ne consiste pas simplement à donner par écrit un nom, une date et un lieu de naissance à un individu. Il est l'acte initial de l'organisation de la vie en société et la condition d'un développement économique organisé.

Dans l'espace francophone et au sein des institutions de la Francophonie, l'APF est aussi dans son rôle d'assemblée politique et diplomatique quand elle se saisit des questions internationales. La sécurité en est la première.

Il y a 15 jours, nous étions à Vienne avec le président Frassa pour lancer une campagne internationale et multilatérale en faveur de la ratification du Traité d'Interdiction complète des essais nucléaires (Tice). Nous avons aussi traité de la question du G5 Sahel. Autant de sujets que nous évoquerons, ici, lors de cette commission politique.

Si Daech est sur le point d'être battu, nous ne devons pas baisser la garde contre le terrorisme. Montrons-le dans notre espace francophone, dans toutes ses zones, ici, comme au Mali, encore récemment atteint – j'ai à cet instant une pensée pour les victimes. Favoriser le développement économique, c'est aussi faire reculer le terrorisme, car c'est réduire la faim et la misère qui en sont le terreau !

Mesdames et Messieurs,

C'est ici, non loin de la vallée du rift, où on a retrouvé les premières traces de l'Homme ; dans cette région où la poésie n'est pas seulement un art mais un mode de vie ; dans ces terres où se croisent encore aujourd'hui les routes de la myrrhe, du café et du khat ; dans ce petit pays aux grandes ambitions qui s'ouvre sur le monde que la Francophonie politique, économique et culturelle trouve ses fondements pour transformer la mondialisation des échanges en un monde plus humain, divers et solidaire, fondé sur de véritables valeurs humanistes, où le bien-être et l'épanouissement de l'homme est et restera toujours l'objectif premier. En d'autres termes, un monde dans lequel la voix singulière de chacun puisse être entendue et mise en valeur – o, comme le disait Senghor, le singulier se conjugue avec l'universel.

Je vous remercie.